**Coronavirus et Linky**

**le compteur espion Linky permet aux apprentis dictateurs de "fliquer" les citoyens**

**Plus que jamais il est recommandé de refuser les compteurs Linky et de se battre pour faire enlever ceux qui ont déjà été posés...**

Samedi 4 avril 2020, le quotidien Nice-Matin (\*) a fait savoir que le maire de Nice, M. Estrosi, avait saisi les services de l'Etat dans un but tout à fait particulier : demander au distributeur d'électricité Enedis de vérifier l'occupation des résidences secondaires, sous le prétexte de lutter contre la diffusion du Coronavirus.

Or une telle opération, qui relève d'un véritable de "flicage" de la population, ne peut matériellement être réalisée que par le biais du compteur Linky. En effet, Enedis ne peut pas déployer des agents sur tout le territoire pour vérifier physiquement l'occupation des habitations, dont les occupants peuvent d'ailleurs être paisiblement calfeutrés et non détectable de l'extérieur.

Or, de par sa capacité à comptabiliser en temps réel la consommation d'électricité dans une habitation, et à envoyer en continu les informations à Enedis, le compteur Linky confirme ce que ses opposants dénoncent depuis plusieurs années : il s'agit bien d'un compteur espion, un véritable "Big Brother" qui fait peser un très grave danger sur les libertés publiques.

Aujourd'hui, les apprentis dictateurs comme M. Estrosi prétendent qu'il ne s'agit là que de s'assurer du respect des règles de confinement face au Coronavirus, ce qui est déjà une méthode totalement contestable. Mais il est évident que cette façon de surveiller la présence ou non des habitants dans leur maison ouvre la porte, dans un avenir pouvant être très proche, à des méthodes relevant du totalitarisme.

Sans même évoquer l'arrivée possible au pouvoir d'un parti fasciste, il ne faut pas oublier que l'exécutif actuel a lui-même démontré le peu de cas qu'il faisait des droits humains (voir par exemple la façon dont les Gilets jaunes ont été férocement réprimés).

Les opposants au compteur Linky dénoncent depuis des années (cf [http://refus.linky.gazpar.free.fr](http://refus.linky.gazpar.free.fr/)), outre les risques sanitaires (incendies, ondes), les désagréments techniques (disjonctions continuelles, appareils grillés, etc) et les conséquences sociales (coût du programme, augmentation des factures), le fait que **les compteurs communicants mettent gravement en danger les libertés publiques**. M. Estrosi vient de confirmer de façon tonitruante ce grave problème qui ne sera réglé que par l'éradication des compteurs Linky, Gazpar et cie…

**Stéphane Lhomme, Conseiller municipal de Saint-Macaire (33)**

**Animateur du site** [**http://refus.linky.gazpar.free.fr**](http://refus.linky.gazpar.free.fr/)